

*Le livre noir de l'accueil
de la petite enfance*

*Le livre noir de l'accueil
de la petite enfance*

Collection « 1001 BB »
dirigée par Patrick Ben Soussan

Des bébés en mouvements, des bébés naissant à la pensée, des bébés bien portés, bien-portants, compétents, des bébés malades, des bébés handicapés, des bébés morts, remplacés, des bébés violentés, agressés, exilés, des bébés observés, des bébés d'ici ou d'ailleurs, carencés ou éveillés culturellement, des bébés placés, abandonnés, adoptés ou avec d'autres bébés, des bébés et leurs parents, les parents de leurs parents, dans tous ces liens transgénérationnels qui se tissent, des bébés et leur fratrie, des bébés imaginaires aux bébés merveilleux...

Voici les mille et un bébés que nous vous invitons à retrouver dans les ouvrages de cette collection, tout entière consacrée au bébé, dans sa famille et ses différents lieux d'accueil et de soins. Une collection ouverte à toutes les disciplines et à tous les courants de pensée, constituée de petits livres – dans leur pagination, leur taille et leur prix – qui ont de grandes ambitions : celle en tout cas de proposer des textes d'auteurs, reconnus ou à découvrir, écrits dans un langage clair et partageable, qui nous diront, à leur façon, singulière, ce monde magique et déroutant de la petite enfance et leur rencontre, unique, avec les tout-petits.

Mille et un bébés pour une collection qui, nous l'espérons, vous donnera envie de penser, de rêver, de chercher, de comprendre, d'aimer.

Retrouvez tous les titres parus sur
www.editions-eres.com

Sous la direction de Patrick Ben Soussan

Le livre noir de l'accueil de la petite enfance

avec

Joss Berger-Tancerel	Maryvonne Paul
Fabienne Bernes	Laurence Rameau
Marie-Laure Cadart	Miriam Rasse
Patricia Denat	Sylvie Rayna
Hélène Dutertre-Le Poncin	Hélène Ricaud-Droisy
Philippe Duval	Nicole Simon-Bogaers
Jean Epstein	Marie-Paule Thollon-Behar
Agnès Florin	Serge Tisseron
Anne-Marie Fontaine	et les collectifs « Pas de bébé à la consigne »
Sylviane Giampino	et « Appel des appels »
Saül Karsz	

1001 BB - Bébés au quotidien

Extrait de la publication

érès

Collection « 1001 BB »
dirigée par Patrick Ben Soussan

Des bébés en mouvements, des bébés naissant à la pensée, des bébés bien portés, bien-portants, compétents, des bébés malades, des bébés handicapés, des bébés morts, remplacés, des bébés violentés, agressés, exilés, des bébés observés, des bébés d'ici ou d'ailleurs, carencés ou éveillés culturellement, des bébés placés, abandonnés, adoptés ou avec d'autres bébés, des bébés et leurs parents, les parents de leurs parents, dans tous ces liens transgénérationnels qui se tissent, des bébés et leur fratrie, des bébés imaginaires aux bébés merveilleux...

Voici les mille et un bébés que nous vous invitons à retrouver dans les ouvrages de cette collection, tout entière consacrée au bébé, dans sa famille et ses différents lieux d'accueil et de soins. Une collection ouverte à toutes les disciplines et à tous les courants de pensée, constituée de petits livres – dans leur pagination, leur taille et leur prix – qui ont de grandes ambitions : celle en tout cas de proposer des textes d'auteurs, reconnus ou à découvrir, écrits dans un langage clair et partageable, qui nous diront, à leur façon, singulière, ce monde magique et déroutant de la petite enfance et leur rencontre, unique, avec les tout-petits.

Mille et un bébés pour une collection qui, nous l'espérons, vous donnera envie de penser, de rêver, de chercher, de comprendre, d'aimer.

Retrouvez tous les titres parus sur
www.editions-eres.com

Sous la direction de Patrick Ben Soussan

Le livre noir de l'accueil de la petite enfance

avec

Joss Berger-Tancerel	Maryvonne Paul
Fabienne Bernes	Laurence Rameau
Marie-Laure Cadart	Miriam Rasse
Patricia Denat	Sylvie Rayna
Hélène Dutertre-Le Poncin	Hélène Ricaud-Droisy
Philippe Duval	Nicole Simon-Bogaers
Jean Epstein	Marie-Paule Thollon-Behar
Agnès Florin	Serge Tisseron
Anne-Marie Fontaine	et les collectifs « Pas de bébé à la consigne »
Sylviane Giampino	et « Appel des appels »
Saül Karsz	

1001 BB - Bébés au quotidien

Extrait de la publication

érès

Table des matières

Conception de la couverture :
Corinne Dreyfuss
Réalisation :
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2012
ME - ISBNPDF : 978-2-7492-3299-7
Première édition © Éditions érès 2010
33, avenue Marcel-Dassault - 31500 Toulouse
www.editions-eres.com

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70/Fax : 01 46 34 67 19

<i>Saül Karsz</i>	
Préface	
La fin de l'innocence?.....	7
<i>Patrick Ben Soussan</i>	
Faire face	15
<i>Collectif « Pas de bébés à la consigne »</i>	
Pour l'accueil des tout-petits, il est temps de voir grand!	31
<i>Jean Epstein</i>	
Accueillir	37
<i>Sylviane Giampino</i>	
Confier ses enfants : qualité, liberté, priorité	45
<i>Agnès Florin</i>	
Modes d'accueil pour la petite enfance au regard de la recherche internationale	69

Table des matières

Conception de la couverture :
Corinne Dreyfuss
Réalisation :
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2012
ME - ISBNPDF : 978-2-7492-3299-7
Première édition © Éditions érès 2010
33, avenue Marcel-Dassault - 31500 Toulouse
www.editions-eres.com

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70/Fax : 01 46 34 67 19

<i>Saül Karsz</i>	
Préface	
La fin de l'innocence?.....	7
<i>Patrick Ben Soussan</i>	
Faire face	15
<i>Collectif « Pas de bébés à la consigne »</i>	
Pour l'accueil des tout-petits, il est temps de voir grand!	31
<i>Jean Epstein</i>	
Accueillir	37
<i>Sylviane Giampino</i>	
Confier ses enfants : qualité, liberté, priorité	45
<i>Agnès Florin</i>	
Modes d'accueil pour la petite enfance au regard de la recherche internationale	69

<i>Hélène Ricaud-Droisy</i>	
Plan petite enfance 2006 et rapport sur le service public de la petite enfance 2007 : éléments d'analyse	107
<i>Marie-Paule Thollon-Behar</i>	
Du côté des professionnels: de décret en réforme de décret, le risque de perdre ses valeurs.....	119
<i>Laurence Rameau, Philippe Duval</i>	
Accueil de la petite enfance: pour une cohérence éducative	135
<i>Fabienne Bernes</i>	
La petite enfance au cœur d'un projet social bienveillant, humaniste.....	177
<i>Sylvie Rayna</i>	
La qualité, parlons-en!	183
<i>Anne-Marie Fontaine</i>	
Analyser la qualité des lieux d'accueil de la petite enfance	201
<i>Hélène Dutertre-Le Poncin</i>	
« Dolto, voici l'avenir: 1984 = le BB est une personne 2010 = le BB n'est plus qu'un budget ».....	211
<i>Marie-Laure Cadart</i>	
Accueillir tous les enfants et toutes les familles à la crèche	225
<i>Miriam Rasse, Nicole Simon-Bogaers</i>	
La crèche, un lieu paisible de prévention.....	245
<i>Patricia Denat</i>	
Assistant(e) maternel(le) : un vrai métier.....	269
<i>Joss Berger-Tancerel</i>	
École maternelle : halte à la régression.....	283
<i>Serge Tisseron</i>	
Jouer pour grandir, mais jouer accompagné...	301
<i>Maryvonne Paul</i>	
Gestation-gestion.....	307
<i>Patrick Ben Soussan</i>	
Double face	313
<i>Collectif « Appel des appels »</i>	
Annexe Appel à un plan d'urgence pour la petite enfance	331

<i>Hélène Ricaud-Droisy</i>	
Plan petite enfance 2006 et rapport sur le service public de la petite enfance 2007 : éléments d'analyse	107
<i>Marie-Paule Thollon-Behar</i>	
Du côté des professionnels: de décret en réforme de décret, le risque de perdre ses valeurs.....	119
<i>Laurence Rameau, Philippe Duval</i>	
Accueil de la petite enfance: pour une cohérence éducative	135
<i>Fabienne Bernes</i>	
La petite enfance au cœur d'un projet social bienveillant, humaniste.....	177
<i>Sylvie Rayna</i>	
La qualité, parlons-en!	183
<i>Anne-Marie Fontaine</i>	
Analyser la qualité des lieux d'accueil de la petite enfance	201
<i>Hélène Dutertre-Le Poncin</i>	
« Dolto, voici l'avenir: 1984 = le BB est une personne 2010 = le BB n'est plus qu'un budget ».....	211
<i>Marie-Laure Cadart</i>	
Accueillir tous les enfants et toutes les familles à la crèche	225
<i>Miriam Rasse, Nicole Simon-Bogaers</i>	
La crèche, un lieu paisible de prévention.....	245
<i>Patricia Denat</i>	
Assistant(e) maternel(le) : un vrai métier.....	269
<i>Joss Berger-Tancerel</i>	
École maternelle : halte à la régression.....	283
<i>Serge Tisseron</i>	
Jouer pour grandir, mais jouer accompagné...	301
<i>Maryvonne Paul</i>	
Gestation-gestion.....	307
<i>Patrick Ben Soussan</i>	
Double face	313
<i>Collectif « Appel des appels »</i>	
Annexe Appel à un plan d'urgence pour la petite enfance	331

Préface

La fin de l'innocence?

Des professionnels et des chercheurs s'inquiètent des mutations infligées aux dispositifs d'accueil de la petite enfance. Comme dans bien d'autres domaines, l'heure est grave, les enjeux multiples, la conjoncture lourde de menaces, et les réalités souvent désespérantes. Heureusement, des réactions se font jour, un peu partout des initiatives témoignent d'une résistance effective, de parades, voire de trouvailles prometteuses. Quelles pistes s'en dégagent ?

Tout d'abord, il faut souligner qu'il ne s'agit nullement d'un rafistolage. Les mutations en cours ciblent les fondamentaux de l'accueil de la petite enfance et non seulement son organisation, car elles entendent « moderniser » le secteur. Il s'agit bien

Saül Karsz, philosophe, sociologue, consultant, Paris.

Préface

La fin de l'innocence?

Des professionnels et des chercheurs s'inquiètent des mutations infligées aux dispositifs d'accueil de la petite enfance. Comme dans bien d'autres domaines, l'heure est grave, les enjeux multiples, la conjoncture lourde de menaces, et les réalités souvent désespérantes. Heureusement, des réactions se font jour, un peu partout des initiatives témoignent d'une résistance effective, de parades, voire de trouvailles prometteuses. Quelles pistes s'en dégagent ?

Tout d'abord, il faut souligner qu'il ne s'agit nullement d'un rafistolage. Les mutations en cours ciblent les fondamentaux de l'accueil de la petite enfance et non seulement son organisation, car elles entendent « moderniser » le secteur. Il s'agit bien

Saül Karsz, philosophe, sociologue, consultant, Paris.

d'une lame de fond, d'un processus mené tambour battant, entendons: d'un projet de société. La révolution néolibérale, en effet, définit la situation contemporaine en matière d'accueil de la petite enfance d'enseignement et de recherche, d'évaluation, de soins... En manière de code généralement sous-entendu car tenu pour évident, elle qualifie la modernisation dont il est concrètement question, avec sa cohorte de réformes et contre-réformes...

En deuxième lieu, l'appellation de révolution néolibérale n'est nullement excessive. Elle implique une transformation des rapports économiques, lesquels à la fois induisent et résultent de la transformation des pratiques et des orientations politiques, des institutions et des procédures, des références et des valeurs, des configurations subjectives, des modalités de pensée, des manières de naître, de vivre et de mourir... On ne saurait donc pas y voir des choix unilatéralement économiques, moins encore comptables. Même quand les soucis gestionnaires deviennent envahissants, au point d'encourager des procédés passablement délirants de gouvernance, ils ne cessent de véhiculer certaines conceptions de l'accueil, des préconisations quant à ce qu'il convient de faire et de ne pas faire avec les enfants et leurs familles, du genre de citoyenneté qu'il faut ou pas atteindre, des actes que les professionnels sont censés poser ou à l'inverse éviter.

Contrairement à ce qui est communément admis, nous ne vivons pas sous l'emprise du chiffre et du quantitatif. Passer d'un professionnel pour cinq enfants à un professionnel pour six modifie le ratio d'encadrement, donc l'attention et la disponibilité des adultes, partant la possibilité de prendre en compte les besoins spécifiques de chaque enfant. Ce passage de cinq à six est une affaire, non pas d'économie, mais d'économie politique. Soit de prise de parti à propos de l'organisation et de la distribution des ressources humaines et matérielles¹. Le chiffrage relève du semblant, servi en pâture à quiconque peine à voir ce que ledit chiffrage représente. Même sous le règne néolibéral, le quantitatif reste le bras armé du qualitatif.

Troisième et dernier élément: cette révolution néolibérale n'est en rien un simple contexte extérieur de l'accueil de la petite enfance. C'est précisément ce que les professionnels ressentent chaque jour. Est en cours une redéfinition des contenus des formations, des qualifications et des exercices professionnels, un remodelage des relations avec les parents et des rapports de ces derniers envers les praticiens, un remaniement du fonctionnement des équipes. Les référentiels théoriques et cliniques

1. Le sauvetage récent des banques fut possible à partir de caisses dont on nous assurait qu'elles étaient vides. Vraisemblable d'un point de vue économique, nécessairement faux d'un point de vue d'économie politique et idéologique.

d'une lame de fond, d'un processus mené tambour battant, entendons: d'un projet de société. La révolution néolibérale, en effet, définit la situation contemporaine en matière d'accueil de la petite enfance d'enseignement et de recherche, d'évaluation, de soins... En manière de code généralement sous-entendu car tenu pour évident, elle qualifie la modernisation dont il est concrètement question, avec sa cohorte de réformes et contre-réformes...

En deuxième lieu, l'appellation de révolution néolibérale n'est nullement excessive. Elle implique une transformation des rapports économiques, lesquels à la fois induisent et résultent de la transformation des pratiques et des orientations politiques, des institutions et des procédures, des références et des valeurs, des configurations subjectives, des modalités de pensée, des manières de naître, de vivre et de mourir... On ne saurait donc pas y voir des choix unilatéralement économiques, moins encore comptables. Même quand les soucis gestionnaires deviennent envahissants, au point d'encourager des procédés passablement délirants de gouvernance, ils ne cessent de véhiculer certaines conceptions de l'accueil, des préconisations quant à ce qu'il convient de faire et de ne pas faire avec les enfants et leurs familles, du genre de citoyenneté qu'il faut ou pas atteindre, des actes que les professionnels sont censés poser ou à l'inverse éviter.

Contrairement à ce qui est communément admis, nous ne vivons pas sous l'emprise du chiffre et du quantitatif. Passer d'un professionnel pour cinq enfants à un professionnel pour six modifie le ratio d'encadrement, donc l'attention et la disponibilité des adultes, partant la possibilité de prendre en compte les besoins spécifiques de chaque enfant. Ce passage de cinq à six est une affaire, non pas d'économie, mais d'économie politique. Soit de prise de parti à propos de l'organisation et de la distribution des ressources humaines et matérielles¹. Le chiffrage relève du semblant, servi en pâture à quiconque peine à voir ce que ledit chiffrage représente. Même sous le règne néolibéral, le quantitatif reste le bras armé du qualitatif.

Troisième et dernier élément: cette révolution néolibérale n'est en rien un simple contexte extérieur de l'accueil de la petite enfance. C'est précisément ce que les professionnels ressentent chaque jour. Est en cours une redéfinition des contenus des formations, des qualifications et des exercices professionnels, un remodelage des relations avec les parents et des rapports de ces derniers envers les praticiens, un remaniement du fonctionnement des équipes. Les référentiels théoriques et cliniques

1. Le sauvetage récent des banques fut possible à partir de caisses dont on nous assurait qu'elles étaient vides. Vraisemblable d'un point de vue économique, nécessairement faux d'un point de vue d'économie politique et idéologique.

sont soumis à rude révision, sous la double égide des psychologies comportementalistes et des sociologies fonctionnalistes.

Comment professionnels et chercheurs s'en dépatouillent-ils? Deux positionnements typiques et typés semblent possibles, à la fois techniques, théoriques, cliniques, subjectivement chargés. Non étanches, ceux-ci coexistent plus ou moins, à des doses différentes, dans des discours et des pratiques qui se différencient par le positionnement chaque fois prévalent. *Plainte* ou *interrogation*, tels en sont les maîtres mots respectifs.

La plainte envers la situation présente exprime la désolation de devoir vivre un pénible décalage entre les idéaux fondateurs, les avancées de la pédagogie et la psychologie, et enfin leur mise en œuvre. Elle est corrélée à la nostalgie d'une époque qui aurait été, sinon franchement idyllique, du moins aisée pour l'accueil adéquat et en finesse de la petite enfance et des familles. Époque caractérisée par la disponibilité des professionnels, de bonnes conditions de travail, l'usage non dogmatique des références théoriques et cliniques. Las, qui oserait situer ce panorama rétrospectif dans un espace-temps précis? Sans prétendre que toutes les époques se ressemblent, on rappellera qu'aucune n'est d'une seule pièce, sans tensions, clivages ni contradictions. C'est à ce prix qu'on peut identifier la spécificité, l'intérêt, les impasses de chacune... D'ailleurs, la situation contemporaine

n'a rien d'une irruption soudaine et brutale. Sont aujourd'hui montées en épingle des tendances déjà existantes, et menées à leur paroxysme des manières de dire et de faire nullement absentes auparavant. Si les temps présents sont effectivement consternants, ils ne surgissent pas par génération spontanée. Bref, à trop idéaliser le passé, la seule revendication adressée au présent est celle d'un retour à un paradis d'autant plus perdu qu'on n'y a jamais vécu.

À la plainte, on peut et on doit opposer l'interrogation. Nombre de chercheurs et de professionnels témoignent du caractère fructueux de ce positionnement qui, se voulant offensif, ne saurait s'adresser uniquement à « ceux d'en face », mais aussi à soi-même, à nous-mêmes. Mais il y a interrogation et interrogation. En faire un leitmotiv majeur ne consiste surtout pas à simplement se poser des questions. C'est là une pratique que l'humanité connaît depuis toujours! Et qui plus d'une fois ne dépasse pas le stade d'une aimable procédure rhétorique... Je parle ici d'interrogation aussi étayée, aussi argumentée, voire aussi habitée que possible. Cela implique de passer en revue nombre de protocoles, d'évidences tenues pour des vérités ultimes, de référentiels supposés intangibles.

Le travail auprès des jeunes enfants relève-t-il d'un abord psychologique, affectif, interpersonnel? Sans aucun doute. Ce serait pour le moins inquiétant de méconnaître cette dimension *sine qua non*, avant

sont soumis à rude révision, sous la double égide des psychologies comportementalistes et des sociologies fonctionnalistes.

Comment professionnels et chercheurs s'en dépatouillent-ils? Deux positionnements typiques et typés semblent possibles, à la fois techniques, théoriques, cliniques, subjectivement chargés. Non étanches, ceux-ci coexistent plus ou moins, à des doses différentes, dans des discours et des pratiques qui se différencient par le positionnement chaque fois prévalent. *Plainte* ou *interrogation*, tels en sont les maîtres mots respectifs.

La plainte envers la situation présente exprime la désolation de devoir vivre un pénible décalage entre les idéaux fondateurs, les avancées de la pédagogie et la psychologie, et enfin leur mise en œuvre. Elle est corrélée à la nostalgie d'une époque qui aurait été, sinon franchement idyllique, du moins aisée pour l'accueil adéquat et en finesse de la petite enfance et des familles. Époque caractérisée par la disponibilité des professionnels, de bonnes conditions de travail, l'usage non dogmatique des références théoriques et cliniques. Las, qui oserait situer ce panorama rétrospectif dans un espace-temps précis? Sans prétendre que toutes les époques se ressemblent, on rappellera qu'aucune n'est d'une seule pièce, sans tensions, clivages ni contradictions. C'est à ce prix qu'on peut identifier la spécificité, l'intérêt, les impasses de chacune... D'ailleurs, la situation contemporaine

n'a rien d'une irruption soudaine et brutale. Sont aujourd'hui montées en épingle des tendances déjà existantes, et menées à leur paroxysme des manières de dire et de faire nullement absentes auparavant. Si les temps présents sont effectivement consternants, ils ne surgissent pas par génération spontanée. Bref, à trop idéaliser le passé, la seule revendication adressée au présent est celle d'un retour à un paradis d'autant plus perdu qu'on n'y a jamais vécu.

À la plainte, on peut et on doit opposer l'interrogation. Nombre de chercheurs et de professionnels témoignent du caractère fructueux de ce positionnement qui, se voulant offensif, ne saurait s'adresser uniquement à « ceux d'en face », mais aussi à soi-même, à nous-mêmes. Mais il y a interrogation et interrogation. En faire un leitmotiv majeur ne consiste surtout pas à simplement se poser des questions. C'est là une pratique que l'humanité connaît depuis toujours! Et qui plus d'une fois ne dépasse pas le stade d'une aimable procédure rhétorique... Je parle ici d'interrogation aussi étayée, aussi argumentée, voire aussi habitée que possible. Cela implique de passer en revue nombre de protocoles, d'évidences tenues pour des vérités ultimes, de référentiels supposés intangibles.

Le travail auprès des jeunes enfants relève-t-il d'un abord psychologique, affectif, interpersonnel? Sans aucun doute. Ce serait pour le moins inquiétant de méconnaître cette dimension *sine qua non*, avant

tout chez les enfants, et également chez les adultes qui s'en occupent, y compris les chercheurs dont l'indispensable rationalisme ne saurait escamoter le fait qu'ils sont, comme tout le monde, des sujets de désir. Or, c'est justement à ce propos que la situation actuelle nous apprend quelque chose de bien intéressant.

Nous savons qu'aujourd'hui interviennent bien d'autres dimensions que la seule dimension psychique. Nécessaire, incontournable, en aucun cas cette dernière n'épuise l'ensemble des paramètres en jeu. Des professionnels et des chercheurs partagent largement ce point de vue, qu'ils proclament haut et fort, même si parfois ils se comportent comme si leur discipline particulière équivalait à un sésame universel... Or, des rapports avec les parents au fonctionnement des équipes, des maillages hiérarchiques formels et informels à la relation concrète, directe et journalière avec les enfants, entrent en ligne de compte des considérations morales, des conceptions sur les compétences professionnelles et l'exercice professionnel, des référentiels théoriques et cliniques, et bien entendu des postures idéologiques et politiques. Des unes et des autres nous avons rappelé qu'elles n'ont rien d'un simple contexte extérieur, moins encore d'un décor aléatoire. Toutes sont également actives, efficaces, déterminantes, au cœur des pratiques.

Ce faisant, la révolution néolibérale se limite à rendre explicite une problématique qui a toujours animé l'accueil de la petite enfance. En effet, l'entrecroisement de ces dimensions psychique, culturelle, morale, sociale, scientifique, politique, a permis la construction progressive d'une problématique de la petite enfance comme objet de théorisations et d'interventions spécifiques, et d'orientations idéologiques (des conceptions du monde, des interprétations de ce qu'un enfant est/ou devrait être) auxquelles nous sommes nombreux à tenir.

La nouveauté, aujourd'hui, ce sont les contenus et les visées mis en jeu, mais aucunement la puissance agissante d'un faisceau – que j'appelle *transdisciplinaire* – de dimensions et de registres. Faire grief aux refontes néolibérales d'insouciance à l'égard des enfants et d'indifférence aux difficultés des parents me paraît parfaitement incongru, tel Don Quichotte se lançant contre les moulins à vent. C'est exactement le contraire qui se passe et qui peut légitimement inquiéter : enfants et parents sont au centre des soucis, de tous les soucis – afin de les faire transiter par certaines voies et de les loger dans certaines cases.

Ce ne sont pas des postures idéologiques et politiques étrangères qui osent aujourd'hui polluer le champ jusque-là virginal de l'accueil de la petite enfance. Ce sont des postures opposées à celles déjà en place qui viennent livrer un combat à maints

tout chez les enfants, et également chez les adultes qui s'en occupent, y compris les chercheurs dont l'indispensable rationalisme ne saurait escamoter le fait qu'ils sont, comme tout le monde, des sujets de désir. Or, c'est justement à ce propos que la situation actuelle nous apprend quelque chose de bien intéressant.

Nous savons qu'aujourd'hui interviennent bien d'autres dimensions que la seule dimension psychique. Nécessaire, incontournable, en aucun cas cette dernière n'épuise l'ensemble des paramètres en jeu. Des professionnels et des chercheurs partagent largement ce point de vue, qu'ils proclament haut et fort, même si parfois ils se comportent comme si leur discipline particulière équivalait à un sésame universel... Or, des rapports avec les parents au fonctionnement des équipes, des maillages hiérarchiques formels et informels à la relation concrète, directe et journalière avec les enfants, entrent en ligne de compte des considérations morales, des conceptions sur les compétences professionnelles et l'exercice professionnel, des référentiels théoriques et cliniques, et bien entendu des postures idéologiques et politiques. Des unes et des autres nous avons rappelé qu'elles n'ont rien d'un simple contexte extérieur, moins encore d'un décor aléatoire. Toutes sont également actives, efficaces, déterminantes, au cœur des pratiques.

Ce faisant, la révolution néolibérale se limite à rendre explicite une problématique qui a toujours animé l'accueil de la petite enfance. En effet, l'entrecroisement de ces dimensions psychique, culturelle, morale, sociale, scientifique, politique, a permis la construction progressive d'une problématique de la petite enfance comme objet de théorisations et d'interventions spécifiques, et d'orientations idéologiques (des conceptions du monde, des interprétations de ce qu'un enfant est/ou devrait être) auxquelles nous sommes nombreux à tenir.

La nouveauté, aujourd'hui, ce sont les contenus et les visées mis en jeu, mais aucunement la puissance agissante d'un faisceau – que j'appelle *transdisciplinaire* – de dimensions et de registres. Faire grief aux refontes néolibérales d'insouciance à l'égard des enfants et d'indifférence aux difficultés des parents me paraît parfaitement incongru, tel Don Quichotte se lançant contre les moulins à vent. C'est exactement le contraire qui se passe et qui peut légitimement inquiéter : enfants et parents sont au centre des soucis, de tous les soucis – afin de les faire transiter par certaines voies et de les loger dans certaines cases.

Ce ne sont pas des postures idéologiques et politiques étrangères qui osent aujourd'hui polluer le champ jusque-là virginal de l'accueil de la petite enfance. Ce sont des postures opposées à celles déjà en place qui viennent livrer un combat à maints

égards décisif. Il n'y a pas d'intolérable immixtion ! Pareil fantasme ne sert qu'à rétrécir les marges de manœuvre des professionnels et des chercheurs, qui sont aussi des marges de pensée, c'est-à-dire d'inventivité, de création de possibles.

S'y dessinent les contours du champ à labourer, l'espace des alliances possibles, y compris avec les parents. Avec les parents, en effet, parce que ceux-ci ont des choses à dire et des mesures à proposer, parce que professionnels et chercheurs ont à apprendre avec eux et d'eux – condition *sine qua non* pour qu'une juste révolte ne reste pas étroitement corporatiste.

Une affaire d'innocence, donc. Certainement pas celle des enfants, dont la psychanalyse nous a appris depuis longtemps ce qu'elle comporte d'affabulation projective des soi-disant adultes. Songeons plutôt à l'innocence des adultes, quand ils tiennent à ne pas savoir que les conditions et les modalités de l'accueil de la petite enfance importent au plus haut degré parce que au travers du sort réservé aux enfants et aux parents – notamment ceux appartenant aux couches populaires et moyennes – un choix de société est en marche. Voilà le grand, le très prometteur défi de ces temps difficiles. Le relever implique de passer du consensus au débat, du sous-entendu à la définition. Et ce n'est pas là une mince affaire.

Patrick Ben Soussan

Faire face

« Dans les siècles où presque tout le monde agit, on est donc généralement porté à attacher un prix excessif aux élans rapides et aux conceptions superficielles de l'intelligence, et, au contraire, à déprécier outre mesure son travail profond et lent¹. »

Notre société dite postmoderne n'en finit pas, sous sa défroque néolibérale et outrageusement capitaliste, de traiter l'humain comme un objet à valeur marchande. Tous les humains. C'est dire les petits d'homme comme les autres. L'âge ici ne confère aucune immunité, n'innocente personne. Au contraire, le grand projet serait bien de traiter

Patrick Ben Soussan, pédopsychiatre, responsable du département de psychologie clinique, institut Paoli-Calmettes, Marseille.

1. A. De Tocqueville (1840), *De la démocratie en Amérique*, II, 1^{re} partie, chap. X, Paris, GF Flammarion, 1981, p. 56.

égards décisif. Il n'y a pas d'intolérable immixtion ! Pareil fantasme ne sert qu'à rétrécir les marges de manœuvre des professionnels et des chercheurs, qui sont aussi des marges de pensée, c'est-à-dire d'inventivité, de création de possibles.

S'y dessinent les contours du champ à labourer, l'espace des alliances possibles, y compris avec les parents. Avec les parents, en effet, parce que ceux-ci ont des choses à dire et des mesures à proposer, parce que professionnels et chercheurs ont à apprendre avec eux et d'eux – condition *sine qua non* pour qu'une juste révolte ne reste pas étroitement corporatiste.

Une affaire d'innocence, donc. Certainement pas celle des enfants, dont la psychanalyse nous a appris depuis longtemps ce qu'elle comporte d'affabulation projective des soi-disant adultes. Songeons plutôt à l'innocence des adultes, quand ils tiennent à ne pas savoir que les conditions et les modalités de l'accueil de la petite enfance importent au plus haut degré parce que au travers du sort réservé aux enfants et aux parents – notamment ceux appartenant aux couches populaires et moyennes – un choix de société est en marche. Voilà le grand, le très prometteur défi de ces temps difficiles. Le relever implique de passer du consensus au débat, du sous-entendu à la définition. Et ce n'est pas là une mince affaire.

Patrick Ben Soussan

Faire face

« Dans les siècles où presque tout le monde agit, on est donc généralement porté à attacher un prix excessif aux élans rapides et aux conceptions superficielles de l'intelligence, et, au contraire, à déprécier outre mesure son travail profond et lent¹. »

Notre société dite postmoderne n'en finit pas, sous sa défroque néolibérale et outrageusement capitaliste, de traiter l'humain comme un objet à valeur marchande. Tous les humains. C'est dire les petits d'homme comme les autres. L'âge ici ne confère aucune immunité, n'innocente personne. Au contraire, le grand projet serait bien de traiter

Patrick Ben Soussan, pédopsychiatre, responsable du département de psychologie clinique, institut Paoli-Calmettes, Marseille.

1. A. De Tocqueville (1840), *De la démocratie en Amérique*, II, 1^{re} partie, chap. X, Paris, GF Flammarion, 1981, p. 56.

l'enfant, l'enfance comme du matériau de laboratoire. À la manufacture des bébés, aux ateliers d'usage des poupards, rechignons, modelons, pétrissons cette matière humaine en développement, faisons éclore sous le bourgeon vif, sauvage, l'étalon, normé, calibré, évalué. Bon pour conformité. Voilà notre engagement respecté: « produire » des individus autonomes, performants et employables, chacun de ces individus étant renvoyé à lui-même, pour se faire une place, pour exister socialement. Prônons l'accomplissement de soi dès le berceau et la réalisation de son développement personnel, afin de faire fructifier sa « petite entreprise » telle que Foucault la décrivait dans *Surveiller et punir*².

Les enfants d'aujourd'hui comme autant de futurs consommateurs adaptés et adaptables à notre emblématique société de marché.

Aux professionnels de l'accueil, comme à ceux du soin, de la justice, de la culture, il est maintenant demandé de prouver leur valeur, ce terme n'étant entendu chez nos contemporains que dans sa seule acceptation marchande. Mais la dignité humaine ne se marchande pas assurait Kant³.

2. M. Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

3. « Tout a ou bien un prix ou bien une dignité. On peut remplacer ce qui a un prix par son équivalent ; en revanche, ce qui n'a pas de prix et donc pas d'équivalent, c'est ce qui possède une dignité. » E. Kant (1785), *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Garnier-Flammarion, 1994, p. 116.

Il y va de notre dignité d'humain d'accorder à l'enfant et à l'enfance la place qu'ils méritent. Toute leur place. Ni plus ni moins. Ne comptez pas sur moi pour faire l'apologie de cet âge, pour participer de cette « pédofolie » ambiante qui sacralise l'enfant et l'établit « structurellement » comme victime désignée de l'horreur banale perpétuée depuis la nuit des temps par les « baobabs » de toute espèce⁴. Nous n'en sommes plus à assassiner les Mozarts en herbe, nous sommes d'une subtilité beaucoup plus crasse, nous les formatons, calibrons, nous sommes les nouveaux Merlins, enfanteurs de clones ritalinés, coachés. Donnez-nous des kilos de chair, nous vous donnerons des consommateurs, donnez-nous deux brins d'ADN, quelques cellules, nous vous en ferons un bel enfant normé et étalonné. Nous avons le clone qu'il vous faut en stock, avec indice de productivité garantie pour l'avenir, certification à gérer les aléas de l'existence et potentialités vérifiées à réaliser les objectifs attendus ! Nous sommes

4. « Enfants ! Faites attention aux baobabs », écrit Saint-Exupéry dans *Le Petit Prince*, comparant les grandes personnes à ces « baobabs » qu'on trouve sur sa planète : des « mauvaises graines », « terribles », « des mauvaises plantes », qui encombrant toute la planète, la perforent de leurs racines et peuvent même la faire éclater. Les enfants, tous les enfants, vont vieillir et devenir, immanquablement, des grandes personnes, ces baobabs qui grossissent, s'enflent comme les « hommes sérieux » se gonflant « d'orgueil ». A. de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince* (1943), Paris, Gallimard, 1999.

l'enfant, l'enfance comme du matériau de laboratoire. À la manufacture des bébés, aux ateliers d'usage des poupards, rechignons, modelons, pétrissons cette matière humaine en développement, faisons éclore sous le bourgeon vif, sauvage, l'étalon, normé, calibré, évalué. Bon pour conformité. Voilà notre engagement respecté: « produire » des individus autonomes, performants et employables, chacun de ces individus étant renvoyé à lui-même, pour se faire une place, pour exister socialement. Prônons l'accomplissement de soi dès le berceau et la réalisation de son développement personnel, afin de faire fructifier sa « petite entreprise » telle que Foucault la décrivait dans *Surveiller et punir*².

Les enfants d'aujourd'hui comme autant de futurs consommateurs adaptés et adaptables à notre emblématique société de marché.

Aux professionnels de l'accueil, comme à ceux du soin, de la justice, de la culture, il est maintenant demandé de prouver leur valeur, ce terme n'étant entendu chez nos contemporains que dans sa seule acceptation marchande. Mais la dignité humaine ne se marchande pas assurait Kant³.

2. M. Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

3. « Tout a ou bien un prix ou bien une dignité. On peut remplacer ce qui a un prix par son équivalent ; en revanche, ce qui n'a pas de prix et donc pas d'équivalent, c'est ce qui possède une dignité. » E. Kant (1785), *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Garnier-Flammarion, 1994, p. 116.

Il y va de notre dignité d'humain d'accorder à l'enfant et à l'enfance la place qu'ils méritent. Toute leur place. Ni plus ni moins. Ne comptez pas sur moi pour faire l'apologie de cet âge, pour participer de cette « pédofolie » ambiante qui sacralise l'enfant et l'établit « structurellement » comme victime désignée de l'horreur banale perpétuée depuis la nuit des temps par les « baobabs » de toute espèce⁴. Nous n'en sommes plus à assassiner les Mozarts en herbe, nous sommes d'une subtilité beaucoup plus crasse, nous les formatons, calibrons, nous sommes les nouveaux Merlins, enfanteurs de clones ritalinés, coachés. Donnez-nous des kilos de chair, nous vous donnerons des consommateurs, donnez-nous deux brins d'ADN, quelques cellules, nous vous en ferons un bel enfant normé et étalonné. Nous avons le clone qu'il vous faut en stock, avec indice de productivité garantie pour l'avenir, certification à gérer les aléas de l'existence et potentialités vérifiées à réaliser les objectifs attendus ! Nous sommes

4. « Enfants ! Faites attention aux baobabs », écrit Saint-Exupéry dans *Le Petit Prince*, comparant les grandes personnes à ces « baobabs » qu'on trouve sur sa planète : des « mauvaises graines », « terribles », « des mauvaises plantes », qui encombrant toute la planète, la perforent de leurs racines et peuvent même la faire éclater. Les enfants, tous les enfants, vont vieillir et devenir, immanquablement, des grandes personnes, ces baobabs qui grossissent, s'enflent comme les « hommes sérieux » se gonflant « d'orgueil ». A. de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince* (1943), Paris, Gallimard, 1999.

les dresseurs zélés des « habiletés sociales » de ces rejets ; nous sommes les nouveaux exégètes en « relations positives entre pairs », dès le berceau – et n'affirme-t-on pas que « la promotion des compétences sociales constitue la mission principale de l'éducation pendant la petite enfance » ?

On essaierait aujourd'hui d'exclure tout vestige de ce que Félix Guattari appelait « procès de singularisation », c'est dire toutes ces manières d'être singulières qui échappent à la codification et à l'enfermement de la subjectivité, que je n'en serais pas étonné. Est-il besoin de rappeler que les sociétés postmodernes fonctionnent non pas uniquement sur le mode économique mais aussi et surtout à travers des modes de contrôle des processus de subjectivation. Le projet néolibéral n'est-il pas de mettre en place la sujétion subjective qui soutiendra la sujétion économique ? « C'est l'essence même du profit capitaliste, qui ne se réduit pas au champ de la plus-value économique : elle est également dans la prise de pouvoir de la subjectivité⁵. » Il convient dès lors de s'adresser à la subjectivité en devenir, c'est dire dès l'enfance, et de la reconfigurer au plus près de ces nouveaux paradigmes sociétaux. Il s'agit de faire accepter cette réalité par tous et de l'incorporer au plus intime de soi. N'assiste-t-on pas aujourd'hui au déploiement d'une normativité qui s'applique

5. F. Guattari, S. Rolnik, *Micropolitiques* (1986), Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2007, p. 24.

dès le plus jeune âge ? Qui s'érige au prétexte du « bien de l'enfant », de son intérêt premier ; qui se justifie par l'exigence de sa santé parfaite, « essentielle » écrivait Rimbaud, tant physique et psychique ? Qui s'assure dès lors d'une véritable politique de « gestion de risque » comme dirait Robert Castel ? L'ordre moderne qui se dessine prétend à la subtile programmation de nos existences. Notre subjectivité, travaillée par nos nouveaux modèles, n'a plus d'autre objectif que sa propre culture et se trouve de ce fait disponible pour toutes les planifications technocratiques. Plus que de maintenir l'ordre psychologique ou social en corrigeant ses déviations, il s'agit bien de construire un monde psychologique ou social ordonné en travaillant le matériel humain ; non seulement réparer ou parer à des déficiences, mais programmer l'efficacité. « Tel serait l'ordre postdisciplinaire qui ne passerait plus par l'imposition des contraintes, mais par l'aménagement et le management du facteur humain en fonction des figures nouvelles sous lesquelles se présente la nécessité sociale⁶. »

Le monde d'aujourd'hui, celui de cette montée des incertitudes que dénonce encore Castel, veut féconder des individus dotés de la volonté d'entreprendre et du goût du risque, engagés dans l'assujettissement librement consenti aux normes libérales établies, comme autant de plus-values ultimes des

6. R. Castel, *La gestion des risques*, Paris, Éditions de Minuit, 1981, p. 210.

les dresseurs zélés des « habiletés sociales » de ces rejets ; nous sommes les nouveaux exégètes en « relations positives entre pairs », dès le berceau – et n'affirme-t-on pas que « la promotion des compétences sociales constitue la mission principale de l'éducation pendant la petite enfance » ?

On essaierait aujourd'hui d'exclure tout vestige de ce que Félix Guattari appelait « procès de singularisation », c'est dire toutes ces manières d'être singulières qui échappent à la codification et à l'enfermement de la subjectivité, que je n'en serais pas étonné. Est-il besoin de rappeler que les sociétés postmodernes fonctionnent non pas uniquement sur le mode économique mais aussi et surtout à travers des modes de contrôle des processus de subjectivation. Le projet néolibéral n'est-il pas de mettre en place la sujétion subjective qui soutiendra la sujétion économique ? « C'est l'essence même du profit capitaliste, qui ne se réduit pas au champ de la plus-value économique : elle est également dans la prise de pouvoir de la subjectivité⁵. » Il convient dès lors de s'adresser à la subjectivité en devenir, c'est dire dès l'enfance, et de la reconfigurer au plus près de ces nouveaux paradigmes sociétaux. Il s'agit de faire accepter cette réalité par tous et de l'incorporer au plus intime de soi. N'assiste-t-on pas aujourd'hui au déploiement d'une normativité qui s'applique

5. F. Guattari, S. Rolnik, *Micropolitiques* (1986), Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2007, p. 24.

dès le plus jeune âge ? Qui s'érige au prétexte du « bien de l'enfant », de son intérêt premier ; qui se justifie par l'exigence de sa santé parfaite, « essentielle » écrivait Rimbaud, tant physique et psychique ? Qui s'assure dès lors d'une véritable politique de « gestion de risque » comme dirait Robert Castel ? L'ordre moderne qui se dessine prétend à la subtile programmation de nos existences. Notre subjectivité, travaillée par nos nouveaux modèles, n'a plus d'autre objectif que sa propre culture et se trouve de ce fait disponible pour toutes les planifications technocratiques. Plus que de maintenir l'ordre psychologique ou social en corrigeant ses déviations, il s'agit bien de construire un monde psychologique ou social ordonné en travaillant le matériel humain ; non seulement réparer ou parer à des déficiences, mais programmer l'efficacité. « Tel serait l'ordre postdisciplinaire qui ne passerait plus par l'imposition des contraintes, mais par l'aménagement et le management du facteur humain en fonction des figures nouvelles sous lesquelles se présente la nécessité sociale⁶. »

Le monde d'aujourd'hui, celui de cette montée des incertitudes que dénonce encore Castel, veut féconder des individus dotés de la volonté d'entreprendre et du goût du risque, engagés dans l'assujettissement librement consenti aux normes libérales établies, comme autant de plus-values ultimes des

6. R. Castel, *La gestion des risques*, Paris, Éditions de Minuit, 1981, p. 210.

sociétés démocratiques. « Il est salubre de rappeler que l'on ne peut être un individu au sens positif du terme qu'à la condition de disposer de ressources permettant de ne pas être réduit à payer de sa seule personne⁷. »

À cette vision d'un monde profondément individualiste, où le seul statut concédé au sujet est de se programmer en fonction des exigences de l'environnement, formerons-nous, en nos crèches, jardins d'éveil et autres écoles maternelles, un vaste corps de *selves* ayant fait la preuve de leur fausseté, généralisation du *faux-self* de Winnicott⁸, adaptés, efficaces, pragmatiques ? À vrai dire, si nous regardons autour de nous, au plus près, ce processus semble déjà assez avancé... Quel nouveau projet, politique assurément, conviendrait-il de formuler, défendre et établir pour renverser la vapeur et promouvoir un monde sensible au sens de Bernard Stiegler⁹ ?

7. R. Castel, *La montée des incertitudes*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 2009.

8. D.W. Winnicott, « Distorsion du moi en fonction du vrai et du faux self », dans *Processus de maturation chez l'enfant* (1960), Paris, Payot, 1970, p. 125-131.

9. « [...] la politique étant l'art de garantir une unité de la cité dans son désir d'avenir commun, son individuation, sa singularité comme devenir un. Or un tel désir suppose un fond esthétique commun. L'être ensemble est celui d'un ensemble sensible ». B. Stiegler, *De la misère symbolique*, tome I : *L'époque hyper-industrielle*, Paris, Éditions Galilée, 2004, p. 18.

La tentation, dans un moment où la pression sociale se porte sur une éducation de plus en plus précoce (qui assurerait l'avenir), est de laisser de côté les jouets, la fantaisie, le « faire semblant », pour faire plonger les enfants dans la « vraie vie », dans le « vrai monde », « en dehors des jupes de leurs mères », en faisant des lieux d'accueil de la petite enfance des pré-écoles, de la maternelle une « école comme les autres », des professionnels de l'enfance des exégètes des programmes d'habiletés sociales et de résolution des conflits, redresseurs des troubles des conduites précoces et techniciens supérieurs en outils d'apprentissage et d'éducation. Plongeons les enfants au plus tôt dans le « monde des adultes », ce monde où il faut être performant, compétent, rationnel et adapté, où il faut respecter les règles, où on est des citoyens ayant des devoirs avant tout et quelques droits aussi, où on est considérés plus comme des individus que comme des sujets. De futurs *Homo Economicus*. Il serait de bon ton d'interroger de façon économique certes, mais aussi politique et ontologique, cette injonction de consommation généralisée, plus encore de production généralisée qui nous anime (faut-il vraiment rappeler qu'ici, nous accueillons, éduquons, accompagnons quelques-uns de ces 20 % de la population mondiale qui consomment 80 % des ressources de la planète?).

Certaine politique contemporaine – enfin, peut-on vraiment la dire « politique » dans le sens le plus

sociétés démocratiques. « Il est salubre de rappeler que l'on ne peut être un individu au sens positif du terme qu'à la condition de disposer de ressources permettant de ne pas être réduit à payer de sa seule personne⁷. »

À cette vision d'un monde profondément individualiste, où le seul statut concédé au sujet est de se programmer en fonction des exigences de l'environnement, formerons-nous, en nos crèches, jardins d'éveil et autres écoles maternelles, un vaste corps de *selves* ayant fait la preuve de leur fausseté, généralisation du *faux-self* de Winnicott⁸, adaptés, efficaces, pragmatiques ? À vrai dire, si nous regardons autour de nous, au plus près, ce processus semble déjà assez avancé... Quel nouveau projet, politique assurément, conviendrait-il de formuler, défendre et établir pour renverser la vapeur et promouvoir un monde sensible au sens de Bernard Stiegler⁹ ?

7. R. Castel, *La montée des incertitudes*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 2009.

8. D.W. Winnicott, « Distorsion du moi en fonction du vrai et du faux self », dans *Processus de maturation chez l'enfant* (1960), Paris, Payot, 1970, p. 125-131.

9. « [...] la politique étant l'art de garantir une unité de la cité dans son désir d'avenir commun, son individuation, sa singularité comme devenir un. Or un tel désir suppose un fond esthétique commun. L'être ensemble est celui d'un ensemble sensible ». B. Stiegler, *De la misère symbolique*, tome I : *L'époque hyper-industrielle*, Paris, Éditions Galilée, 2004, p. 18.

La tentation, dans un moment où la pression sociale se porte sur une éducation de plus en plus précoce (qui assurerait l'avenir), est de laisser de côté les jouets, la fantaisie, le « faire semblant », pour faire plonger les enfants dans la « vraie vie », dans le « vrai monde », « en dehors des jupes de leurs mères », en faisant des lieux d'accueil de la petite enfance des pré-écoles, de la maternelle une « école comme les autres », des professionnels de l'enfance des exégètes des programmes d'habiletés sociales et de résolution des conflits, redresseurs des troubles des conduites précoces et techniciens supérieurs en outils d'apprentissage et d'éducation. Plongeons les enfants au plus tôt dans le « monde des adultes », ce monde où il faut être performant, compétent, rationnel et adapté, où il faut respecter les règles, où on est des citoyens ayant des devoirs avant tout et quelques droits aussi, où on est considérés plus comme des individus que comme des sujets. De futurs *Homo Economicus*. Il serait de bon ton d'interroger de façon économique certes, mais aussi politique et ontologique, cette injonction de consommation généralisée, plus encore de production généralisée qui nous anime (faut-il vraiment rappeler qu'ici, nous accueillons, éduquons, accompagnons quelques-uns de ces 20 % de la population mondiale qui consomment 80 % des ressources de la planète?).

Certaine politique contemporaine – enfin, peut-on vraiment la dire « politique » dans le sens le plus

large de civilité (quel est ce langage, adressé au sujet citoyen, des « casse-toi pauvre con » au « fais pas le malin toi »?) ou le plus précis de cet art de gouverner qui aspirerait à construire la Cité idéale, la cité des citoyens – déqualifie la culture de l'accueil – que d'inculture dans ces propos – au profit de sa seule et péremptoire quantification. Par un radical travail de destruction de toutes les formes d'identifications sociales, philosophiques, politiques, communautaires, elle déterritorialise tous les professionnels de l'accueil qui ne savent plus où ils sont et où ils en sont dans le flux des nouvelles organisations et réformes, mises en place ces derniers mois. Mais n'ayez crainte, cette perte des repères, cette incompréhension du dessein politique à l'œuvre, cette confusion actuelle est au service de la reterritorialisation de l'accueil dans un champ bien ordonné qui permettra de produire et de consommer de nouveaux « services » – il n'est pas étonnant que cet assujettissement s'appuie sur les systèmes étatiques déjà existants dans d'autres champs (justice des « mineurs », social, éducatif...) et les nouvelles instances internationales – cf. la non-exclusion de la directive « Services », ex-Bolkestein, relative aux services dans le marché intérieur émanant de l'Union européenne qui ouvre le champ de l'accueil à la libre concurrence et aux lois du marché.

Nous savions, définitivement depuis Nietzsche, qu'il n'y avait plus qu'un monde, au sens où le monde

n'est doublé par aucun méta-monde, aucun monde de sens et de valeurs, qui transcenderait nos quotidiennes certitudes, nous porterait vers un ailleurs meilleur, ici ou ailleurs. Les exégètes du postmodernisme n'ont fait que le bégayer ensuite : nous vivons au Disneyland de nos pays soi-disant développés, le monde est notre nouveau parc d'attractions, la seule règle qui s'impose à nous est celle du diktat du plaisir immédiat, de la consommation immodérée et du zapping effréné. Toujours plus, plus vite, plus fort. Nous voulons tout et tout de suite. Sans effort, sans travail, sans savoir. À quoi sert de rappeler la perte des grands récits, de dénoncer le désert idéologique, de témoigner du retrait des visées universelles, de poser l'indissociabilité contemporaine de l'économie et du politique... Quand Alain Finkielkraut titrait son essai sur la postmodernité *La défaite de la pensée*¹⁰, il ne faisait que rappeler deux choses : qu'il n'y a plus à penser (nous aurions plutôt tendance à déployer une énergie considérable pour entretenir une ébriété légère, rester écervelé et se confiner dans l'inconscience. Nous possédons, n'est-ce pas, une extraordinaire panoplie de moyens pour y parvenir!) et qu'il n'y a plus de pensée – et encore moins de maître à penser. Notre époque cultive l'immaturation à tout crin, s'affiche comme expression radicale de l'hyper-individualisme qui culmine dans la forme achevée du

10. A. Finkielkraut, *La défaite de la pensée*, Paris, Gallimard, 1989.

large de civilité (quel est ce langage, adressé au sujet citoyen, des « casse-toi pauvre con » au « fais pas le malin toi »?) ou le plus précis de cet art de gouverner qui aspirerait à construire la Cité idéale, la cité des citoyens – déqualifie la culture de l'accueil – que d'inculture dans ces propos – au profit de sa seule et péremptoire quantification. Par un radical travail de destruction de toutes les formes d'identifications sociales, philosophiques, politiques, communautaires, elle déterritorialise tous les professionnels de l'accueil qui ne savent plus où ils sont et où ils en sont dans le flux des nouvelles organisations et réformes, mises en place ces derniers mois. Mais n'ayez crainte, cette perte des repères, cette incompréhension du dessein politique à l'œuvre, cette confusion actuelle est au service de la reterritorialisation de l'accueil dans un champ bien ordonné qui permettra de produire et de consommer de nouveaux « services » – il n'est pas étonnant que cet assujettissement s'appuie sur les systèmes étatiques déjà existants dans d'autres champs (justice des « mineurs », social, éducatif...) et les nouvelles instances internationales – cf. la non-exclusion de la directive « Services », ex-Bolkestein, relative aux services dans le marché intérieur émanant de l'Union européenne qui ouvre le champ de l'accueil à la libre concurrence et aux lois du marché.

Nous savions, définitivement depuis Nietzsche, qu'il n'y avait plus qu'un monde, au sens où le monde

n'est doublé par aucun méta-monde, aucun monde de sens et de valeurs, qui transcenderait nos quotidiennes certitudes, nous porterait vers un ailleurs meilleur, ici ou ailleurs. Les exégètes du postmodernisme n'ont fait que le bégayer ensuite : nous vivons au Disneyland de nos pays soi-disant développés, le monde est notre nouveau parc d'attractions, la seule règle qui s'impose à nous est celle du diktat du plaisir immédiat, de la consommation immodérée et du zapping effréné. Toujours plus, plus vite, plus fort. Nous voulons tout et tout de suite. Sans effort, sans travail, sans savoir. À quoi sert de rappeler la perte des grands récits, de dénoncer le désert idéologique, de témoigner du retrait des visées universelles, de poser l'indissociabilité contemporaine de l'économie et du politique... Quand Alain Finkielkraut titrait son essai sur la postmodernité *La défaite de la pensée*¹⁰, il ne faisait que rappeler deux choses : qu'il n'y a plus à penser (nous aurions plutôt tendance à déployer une énergie considérable pour entretenir une ébriété légère, rester écervelé et se confiner dans l'inconscience. Nous possédons, n'est-ce pas, une extraordinaire panoplie de moyens pour y parvenir!) et qu'il n'y a plus de pensée – et encore moins de maître à penser. Notre époque cultive l'immaturation à tout crin, s'affiche comme expression radicale de l'hyper-individualisme qui culmine dans la forme achevée du

10. A. Finkielkraut, *La défaite de la pensée*, Paris, Gallimard, 1989.

narcissisme et de sa mise en spectacle. Au total, « il n'y a plus ni vérité, ni mensonge, ni stéréotype, ni invention, ni beauté ni laideur », mais une palette infinie de plaisirs, différents et égaux, à découvrir et vivre : tout se vaut, tout est substituable, tout est pareil.

Que deviennent les lieux d'accueil de la petite enfance sous la pression postmoderne ? Quand ils devraient être jardins où de jeunes pousses — disons plutôt de jeunes esprits mais aussi de jeunes corps, pour rappeler l'importance première du corporel à l'orée de la vie — pourraient vivre, grandir en autonomie, éveiller leur intelligence et leur sensorialité, partager, dialoguer avec leurs pairs et les adultes (en langage postmoderne, un « outil de socialisation »), ils deviennent des « écoles de vie », pardon des « pré-écoles », pensées comme ouverture à « la vie active », des lieux de « préparation à l'entreprise ». Vivent les nouvelles « prépas » des minots ! Vivent les valeurs fondées sur la raison, l'effort, la discipline, le travail (déjà !). La cognition et les pré-apprentissages comme mamelles du développement de l'enfant. Et qu'on ne se soucie pas si ce faisant, on balance allègrement le souci de transmettre une culture, d'organiser l'accès de tous aux savoirs... Quels savoirs au fait ? Quelles pratiques de transmission de ces savoirs ? Injonctives, docilisantes, qui sélectionnent pour mieux exclure, qui font entrer les enfants, pardon les futurs élèves, dans des normes, comportements, habitudes, qui

font tout pour évincer le sujet enfant de tout projet de recherche, de découverte, de l'altérité, du lien, du collectif et du coup de soi-même ?

Durkheim, il y a plus d'un siècle, avait bien compris cet impératif qui s'impose à l'individu moderne et qui prend désormais la forme nouvelle du « Mets-toi en état de remplir utilement une fonction déterminée¹¹. » Dans nos contemporaines représentations, les lieux d'accueil de la petite enfance et au-delà l'école maternelle même sont destinés à former des « individus utiles ». Voilà toutes ces structures devenues des « services », publics ou privés, qui doivent satisfaire les intérêts de ces « consommateurs » immédiats que sont parents, professionnels et politiques, attentifs à la « valeur ajoutée » produite.

Les institutions d'accueil sont de plus en plus déterminées par des tendances économiques, culturelles et sociales propres à la société marchande et industrielle qui les génère : elles doivent être utiles à la société. « Ce qui est en jeu avec cette représentation, c'est le nouveau mode de relation qu'entretiennent les hommes dans une société dominée par le marché, c'est la connexion marchande qui fait voir chacun comme un agent au service de l'autre. L'esprit général d'une société utilitariste se ramasse dans une question universelle et certains de ses

11. E. Durkheim (1893), *De la division du travail social*, Paris, PUF, coll. « Bibliothèque de philosophie contemporaine », 1967 ; coll. « Quadrige », 1994, p. 6.

narcissisme et de sa mise en spectacle. Au total, « il n'y a plus ni vérité, ni mensonge, ni stéréotype, ni invention, ni beauté ni laideur », mais une palette infinie de plaisirs, différents et égaux, à découvrir et vivre : tout se vaut, tout est substituable, tout est pareil.

Que deviennent les lieux d'accueil de la petite enfance sous la pression postmoderne ? Quand ils devraient être jardins où de jeunes pousses — disons plutôt de jeunes esprits mais aussi de jeunes corps, pour rappeler l'importance première du corporel à l'orée de la vie — pourraient vivre, grandir en autonomie, éveiller leur intelligence et leur sensorialité, partager, dialoguer avec leurs pairs et les adultes (en langage postmoderne, un « outil de socialisation »), ils deviennent des « écoles de vie », pardon des « pré-écoles », pensées comme ouverture à « la vie active », des lieux de « préparation à l'entreprise ». Vivent les nouvelles « prépas » des minots ! Vivent les valeurs fondées sur la raison, l'effort, la discipline, le travail (déjà !). La cognition et les pré-apprentissages comme mamelles du développement de l'enfant. Et qu'on ne se soucie pas si ce faisant, on balance allègrement le souci de transmettre une culture, d'organiser l'accès de tous aux savoirs... Quels savoirs au fait ? Quelles pratiques de transmission de ces savoirs ? Injonctives, docilisantes, qui sélectionnent pour mieux exclure, qui font entrer les enfants, pardon les futurs élèves, dans des normes, comportements, habitudes, qui

font tout pour évincer le sujet enfant de tout projet de recherche, de découverte, de l'altérité, du lien, du collectif et du coup de soi-même ?

Durkheim, il y a plus d'un siècle, avait bien compris cet impératif qui s'impose à l'individu moderne et qui prend désormais la forme nouvelle du « Mets-toi en état de remplir utilement une fonction déterminée¹¹. » Dans nos contemporaines représentations, les lieux d'accueil de la petite enfance et au-delà l'école maternelle même sont destinés à former des « individus utiles ». Voilà toutes ces structures devenues des « services », publics ou privés, qui doivent satisfaire les intérêts de ces « consommateurs » immédiats que sont parents, professionnels et politiques, attentifs à la « valeur ajoutée » produite.

Les institutions d'accueil sont de plus en plus déterminées par des tendances économiques, culturelles et sociales propres à la société marchande et industrielle qui les génère : elles doivent être utiles à la société. « Ce qui est en jeu avec cette représentation, c'est le nouveau mode de relation qu'entretiennent les hommes dans une société dominée par le marché, c'est la connexion marchande qui fait voir chacun comme un agent au service de l'autre. L'esprit général d'une société utilitariste se ramasse dans une question universelle et certains de ses

11. E. Durkheim (1893), *De la division du travail social*, Paris, PUF, coll. « Bibliothèque de philosophie contemporaine », 1967 ; coll. « Quadrige », 1994, p. 6.

corollaires: à quoi cela sert-il? Quel en est l'avantage? Combien cela coûte-il? Le calcul des avantages et des coûts y est la forme la plus courante de la justification des conduites¹². »

Dans les nouvelles idéologies de la modernité, l'accueil et l'éducation sont conçus comme des services marchands au même titre que tout autre (n'est-ce pas M. Bolkestein¹³?).

Mais postulons autrement. Toutes les propositions actuelles en matière de petite enfance et d'accueil ne seraient-elles pas avant tout prétexte à délaisser une véritable politique sociale, à s'en laver les mains, s'en déresponsabiliser au profit d'un système libéral et sécuritaire qui fait peu de cas du Souci de l'autre? Bien entendu, comme une immense vague de fond, toute cette idéologie de la perfection de

12. C. Laval, « L'École saisie par l'utilitarisme », *Cités*, 2, 10, 2002, 63-74.

13. La directive Services relative aux libertés d'établissement des prestataires de service et libre circulation des services dans le marché intérieur, surnommée « directive Bolkestein », a été adoptée par le Parlement européen fin 2006. Pour les lieux d'accueil de la petite enfance, inclus au champ d'application de la directive et soumis à la concurrence européenne, le risque est grand de voir se creuser les différences entre des services privés réservés aux plus aisés et des services réduits *a minima* pour les familles moins aisées. Ce risque est accru sachant que les subventions versées par les collectivités locales pourraient alors devenir illégales. Une crèche associative pourrait ainsi concurrencer « déloyalement » une crèche mise en place par une entreprise privée à but lucratif...

l'être humain en tant que « machine humaine » fait lentement son retour, pour notre bien évidemment: il s'agit d'améliorer l'avenir des enfants, de les préparer au grand combat de la vie qu'ils auront à mener contre l'adversité, le chômage, la violence, la crise... Il s'agit de « parfaire » les enfants, les rendre « parfaits ». Mais dans le même temps, il s'agit de les « assujettir » à ce grand autre libéral qui édicte ses lois et profitant des effets du dépérissement du lien social y substitue ces interventions aliénantes, dont le projet est bien de fabriquer un nouvel individu, adapté comme jamais au monde néolibéral qui l'a produit, cet « usager-consommateur » évoqué. Un coup de télé dès 9 mois (cf. BabyTV ou BabyFirst, destinés aux enfants de 6 mois à 3 ans), quelques logiciels ludo-éducatifs à disposition (nombre d'entre eux sont disponibles pour les bébés de 9 à 36 mois), un stage en baby school pour une maîtrise précoce de l'anglais (« la faculté d'apprentissage est surtout développée chez l'enfant jusqu'à 3 ans, autant en profiter »), ça les rendra plus « forts » pour l'avenir! Et puis, allons plus loin, « faire faire des siestes à des enfants ou leur changer les couches » étant l'essentiel du job d'institutrice en petite section de maternelle selon notre ancien ministre de l'Éducation nationale, M. Xavier Darcos, il serait grand temps de supprimer cette grande curiosité française qu'est l'école maternelle dès 3 ans pour la remplacer par quelque jardin d'éveil, privé bien sûr, quelque Maison d'assistantes

corollaires: à quoi cela sert-il? Quel en est l'avantage? Combien cela coûte-il? Le calcul des avantages et des coûts y est la forme la plus courante de la justification des conduites¹². »

Dans les nouvelles idéologies de la modernité, l'accueil et l'éducation sont conçus comme des services marchands au même titre que tout autre (n'est-ce pas M. Bolkestein¹³?).

Mais postulons autrement. Toutes les propositions actuelles en matière de petite enfance et d'accueil ne seraient-elles pas avant tout prétexte à délaisser une véritable politique sociale, à s'en laver les mains, s'en déresponsabiliser au profit d'un système libéral et sécuritaire qui fait peu de cas du Souci de l'autre? Bien entendu, comme une immense vague de fond, toute cette idéologie de la perfection de

12. C. Laval, « L'École saisie par l'utilitarisme », *Cités*, 2, 10, 2002, 63-74.

13. La directive Services relative aux libertés d'établissement des prestataires de service et libre circulation des services dans le marché intérieur, surnommée « directive Bolkestein », a été adoptée par le Parlement européen fin 2006. Pour les lieux d'accueil de la petite enfance, inclus au champ d'application de la directive et soumis à la concurrence européenne, le risque est grand de voir se creuser les différences entre des services privés réservés aux plus aisés et des services réduits *a minima* pour les familles moins aisées. Ce risque est accru sachant que les subventions versées par les collectivités locales pourraient alors devenir illégales. Une crèche associative pourrait ainsi concurrencer « déloyalement » une crèche mise en place par une entreprise privée à but lucratif...

l'être humain en tant que « machine humaine » fait lentement son retour, pour notre bien évidemment: il s'agit d'améliorer l'avenir des enfants, de les préparer au grand combat de la vie qu'ils auront à mener contre l'adversité, le chômage, la violence, la crise... Il s'agit de « parfaire » les enfants, les rendre « parfaits ». Mais dans le même temps, il s'agit de les « assujettir » à ce grand autre libéral qui édicte ses lois et profitant des effets du dépérissement du lien social y substitue ces interventions aliénantes, dont le projet est bien de fabriquer un nouvel individu, adapté comme jamais au monde néolibéral qui l'a produit, cet « usager-consommateur » évoqué. Un coup de télé dès 9 mois (cf. BabyTV ou BabyFirst, destinés aux enfants de 6 mois à 3 ans), quelques logiciels ludo-éducatifs à disposition (nombre d'entre eux sont disponibles pour les bébés de 9 à 36 mois), un stage en baby school pour une maîtrise précoce de l'anglais (« la faculté d'apprentissage est surtout développée chez l'enfant jusqu'à 3 ans, autant en profiter »), ça les rendra plus « forts » pour l'avenir! Et puis, allons plus loin, « faire faire des siestes à des enfants ou leur changer les couches » étant l'essentiel du job d'institutrice en petite section de maternelle selon notre ancien ministre de l'Éducation nationale, M. Xavier Darcos, il serait grand temps de supprimer cette grande curiosité française qu'est l'école maternelle dès 3 ans pour la remplacer par quelque jardin d'éveil, privé bien sûr, quelque Maison d'assistantes

maternelles (MAM) toute aussi privée et à but lucratif, ce qui dégraisserait le mammoth¹⁴ et ferait faire de sacrées économies à l'État.

Comment répliquer à ces projets, comment engager une véritable « désintoxication idéologique », comment dénoncer, sans manières excessives et partisans ce « cauchemar climatisé » (Henri Miller) pour tous qui nous est promis ?

On trouvera dans les pages qui suivent de quoi penser cette question de l'accueil de la petite enfance. Admettez qu'il faut bien et avant tout évoquer la pensée, là où l'agitation, la formule et les effets d'annonce mobilisent, là où le marché, le libéralisme entendent nous faire comprendre que l'État doit cesser de dé-penser mais que nous ne devons pas craindre de consommer mieux et plus utile. Mieux pour qui et plus utile à qui ?

Cet ouvrage ne souhaite pas sacrifier la parole au langage civilisé, expéditif, incomplet des communiqués de presse, des manifestes et autres brochures partisans. Même si son titre est volontiers « politique » dans le sens le plus noble de ce terme et qu'il atteste, dénonce, il considère aussi, de façon la plus large et la plus ouverte, l'ensemble des travaux contemporains sur l'accueil en petite enfance, compare, évalue ce que les uns et les autres

14. « Il faut dégraisser le mammoth » avait assuré Claude Allègre, alors ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Jospin, le 24 juin 1997.

pratiquent, mettent en place, inventent. Il propose des voix d'approche nouvelles, des interrogations inhabituelles, des projets persévérants, et puis tiens, aussi, des rêves un peu fous. Il se souvient des « paroles habitées » que Dolto convoquait dans son adresse au sujet, en son âge d'enfant, et ne s'autorise que des mots des professionnels de l'accueil et de toutes ces disciplines – soin, justice, éducation, culture... – qui mettent l'enfant, et ses parents, au cœur même de leurs métiers.

La volonté affichée de ce livre est bien d'accommoder notre regard sur cette opération contemporaine de « révision » du concept même d'enfant et d'enfance.

Vous conviendrez, après sa lecture, qu'il y a bien quelque chose qui ne va plus au royaume de France, en ce pays de la bienheureuse mondialisation et du libéralisme enchanté. Est-ce là le monde que nous avons construit pour nos enfants ? Est-ce bien là le monde que nous habitons et que nous allons vendre à nos chers héritiers en culotte courte au prix fort ? Quels enfants allons-nous laisser à notre terre ? Quels bagages allons-nous leur demander de porter ? Qui seront-ils, demain ? Au final, quel bonheur érigeons-nous pour nos enfants ?

maternelles (MAM) toute aussi privée et à but lucratif, ce qui dégraisserait le mammoth¹⁴ et ferait faire de sacrées économies à l'État.

Comment répliquer à ces projets, comment engager une véritable « désintoxication idéologique », comment dénoncer, sans manières excessives et partisans ce « cauchemar climatisé » (Henri Miller) pour tous qui nous est promis ?

On trouvera dans les pages qui suivent de quoi penser cette question de l'accueil de la petite enfance. Admettez qu'il faut bien et avant tout évoquer la pensée, là où l'agitation, la formule et les effets d'annonce mobilisent, là où le marché, le libéralisme entendent nous faire comprendre que l'État doit cesser de dé-penser mais que nous ne devons pas craindre de consommer mieux et plus utile. Mieux pour qui et plus utile à qui ?

Cet ouvrage ne souhaite pas sacrifier la parole au langage civilisé, expéditif, incomplet des communiqués de presse, des manifestes et autres brochures partisans. Même si son titre est volontiers « politique » dans le sens le plus noble de ce terme et qu'il atteste, dénonce, il considère aussi, de façon la plus large et la plus ouverte, l'ensemble des travaux contemporains sur l'accueil en petite enfance, compare, évalue ce que les uns et les autres

14. « Il faut dégraisser le mammoth » avait assuré Claude Allègre, alors ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Jospin, le 24 juin 1997.

pratiquent, mettent en place, inventent. Il propose des voix d'approche nouvelles, des interrogations inhabituelles, des projets persévérants, et puis tiens, aussi, des rêves un peu fous. Il se souvient des « paroles habitées » que Dolto convoquait dans son adresse au sujet, en son âge d'enfant, et ne s'autorise que des mots des professionnels de l'accueil et de toutes ces disciplines – soin, justice, éducation, culture... – qui mettent l'enfant, et ses parents, au cœur même de leurs métiers.

La volonté affichée de ce livre est bien d'accommoder notre regard sur cette opération contemporaine de « révision » du concept même d'enfant et d'enfance.

Vous conviendrez, après sa lecture, qu'il y a bien quelque chose qui ne va plus au royaume de France, en ce pays de la bienheureuse mondialisation et du libéralisme enchanté. Est-ce là le monde que nous avons construit pour nos enfants ? Est-ce bien là le monde que nous habitons et que nous allons vendre à nos chers héritiers en culotte courte au prix fort ? Quels enfants allons-nous laisser à notre terre ? Quels bagages allons-nous leur demander de porter ? Qui seront-ils, demain ? Au final, quel bonheur érigeons-nous pour nos enfants ?

Pour l'accueil des tout-petits, il est temps de voir grand !

Comment expliquer la mobilisation inédite depuis quarante ans des professionnel(le)s d'accueil de la petite enfance, appuyée par celle des familles ?

Faciliter l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle pour les parents, tout en accueillant les bébés de façon personnalisante en crèche ou

Maria Da Costa Pereira (auxiliaire de puériculture), Sylvia Latrech (agent spécialisé des crèches - CAP petite enfance), Christophe Harnois (éducateur de jeunes enfants), Claire Delmas (puéricultrice), Marie-France Le Gouguec (assistante maternelle), Renaud Bousquet (professeur des écoles), Jean-Baptiste Willaume (parent de jeunes enfants, engagé dans une association familiale), Dominique Ratia-Armengol (psychologue), Pierre Suesser (pédiatre). Tous sont engagés dans le collectif « Pas de bébés à la consigne ».
www.pasdebebealaconsigne.com

Pour l'accueil des tout-petits, il est temps de voir grand !

Comment expliquer la mobilisation inédite depuis quarante ans des professionnel(le)s d'accueil de la petite enfance, appuyée par celle des familles ?

Faciliter l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle pour les parents, tout en accueillant les bébés de façon personnalisante en crèche ou

Maria Da Costa Pereira (auxiliaire de puériculture), Sylvia Latrech (agent spécialisé des crèches - CAP petite enfance), Christophe Harnois (éducateur de jeunes enfants), Claire Delmas (puéricultrice), Marie-France Le Gouguec (assistante maternelle), Renaud Bousquet (professeur des écoles), Jean-Baptiste Willaume (parent de jeunes enfants, engagé dans une association familiale), Dominique Ratia-Armengol (psychologue), Pierre Suesser (pédiatre). Tous sont engagés dans le collectif « Pas de bébés à la consigne ».
www.pasdebebealaconsigne.com

chez une assistante maternelle, cela semblait faire enfin consensus. Depuis cinquante ans, les bonnes fées de la psychologie, de la sociologie, de la pédagogie, et même celle de l'économie, ont rejoint le médical pour se pencher sur le berceau des tout-petits, fondant au fil du temps un nouveau champ de connaissances sur les enjeux de la garde des enfants. Ainsi sont aujourd'hui mieux définies les exigences de qualité pour l'accueil des bébés.

Du côté des mères, des parents, lorsque le mode d'accueil de leur enfant correspond à leur sensibilité et assure à l'enfant qu'il y trouvera de quoi bien être et bien grandir, cela favorise la confiance et contribue, parmi d'autres conditions, à «se sentir bien au travail». Alors que les femmes se chargent encore principalement de la garde des enfants à domicile et vivent la double journée de travail, l'accès à l'école maternelle et à des modes d'accueil de qualité a permis leur entrée et leur maintien dans le monde du travail.

Du côté des bébés, les apports de la psychologie et de la psychanalyse d'enfant ont révélé la spécificité des repères relationnels des jeunes enfants ainsi que la dépendance de leur évolution. On a progressivement démontré la nécessité en crèche d'un «adulte de référence» pour l'enfant et instauré des «périodes d'adaptation» au moment des premières séparations. Tout cela en vue d'assurer une continuité psychique, base de sécurité affective au tout-petit.

Celui-ci, confronté à des épreuves, comme celle de la séparation d'avec le milieu familial, les surmontera d'autant mieux pour grandir qu'il sera accompagné par des personnes compétentes, disponibles et stables, en mesure d'établir de bonnes relations avec ses parents. C'est tout l'enjeu d'une véritable professionnalisation des personnes qui s'occupent des enfants : disposer de connaissances approfondies en puériculture, psychologie et pédagogie, bénéficier d'une formation permanente et s'inscrire dans un travail pluridisciplinaire.

Les études en France et en Europe convergent sur les critères de qualité d'un mode d'accueil : les niveaux de qualification professionnelle, les taux d'encadrement, la taille restreinte des groupes d'enfants, le temps et la disponibilité accordés à l'enfant et sa famille, ainsi que des temps de réflexion sur les pratiques, qui favorisent une prise en compte de l'enfant et de sa famille dans une relation individualisée.

Les professionnels de la petite enfance sont aujourd'hui gagnés par la colère parce qu'ils perçoivent que ces fondements ne sont plus partagés par les pouvoirs publics. Le décret en préparation pour l'accueil collectif finit d'entamer une à une toutes ces avancées. Son application signifierait : plus d'enfants accueillis par moins de professionnels, moins bien qualifiés. Il en résulterait plus de stress pour les professionnels, moins de disponibilité et d'attention,

chez une assistante maternelle, cela semblait faire enfin consensus. Depuis cinquante ans, les bonnes fées de la psychologie, de la sociologie, de la pédagogie, et même celle de l'économie, ont rejoint le médical pour se pencher sur le berceau des tout-petits, fondant au fil du temps un nouveau champ de connaissances sur les enjeux de la garde des enfants. Ainsi sont aujourd'hui mieux définies les exigences de qualité pour l'accueil des bébés.

Du côté des mères, des parents, lorsque le mode d'accueil de leur enfant correspond à leur sensibilité et assure à l'enfant qu'il y trouvera de quoi bien être et bien grandir, cela favorise la confiance et contribue, parmi d'autres conditions, à «se sentir bien au travail». Alors que les femmes se chargent encore principalement de la garde des enfants à domicile et vivent la double journée de travail, l'accès à l'école maternelle et à des modes d'accueil de qualité a permis leur entrée et leur maintien dans le monde du travail.

Du côté des bébés, les apports de la psychologie et de la psychanalyse d'enfant ont révélé la spécificité des repères relationnels des jeunes enfants ainsi que la dépendance de leur évolution. On a progressivement démontré la nécessité en crèche d'un «adulte de référence» pour l'enfant et instauré des «périodes d'adaptation» au moment des premières séparations. Tout cela en vue d'assurer une continuité psychique, base de sécurité affective au tout-petit.

Celui-ci, confronté à des épreuves, comme celle de la séparation d'avec le milieu familial, les surmontera d'autant mieux pour grandir qu'il sera accompagné par des personnes compétentes, disponibles et stables, en mesure d'établir de bonnes relations avec ses parents. C'est tout l'enjeu d'une véritable professionnalisation des personnes qui s'occupent des enfants : disposer de connaissances approfondies en puériculture, psychologie et pédagogie, bénéficier d'une formation permanente et s'inscrire dans un travail pluridisciplinaire.

Les études en France et en Europe convergent sur les critères de qualité d'un mode d'accueil : les niveaux de qualification professionnelle, les taux d'encadrement, la taille restreinte des groupes d'enfants, le temps et la disponibilité accordés à l'enfant et sa famille, ainsi que des temps de réflexion sur les pratiques, qui favorisent une prise en compte de l'enfant et de sa famille dans une relation individualisée.

Les professionnels de la petite enfance sont aujourd'hui gagnés par la colère parce qu'ils perçoivent que ces fondements ne sont plus partagés par les pouvoirs publics. Le décret en préparation pour l'accueil collectif finit d'entamer une à une toutes ces avancées. Son application signifierait : plus d'enfants accueillis par moins de professionnels, moins bien qualifiés. Il en résulterait plus de stress pour les professionnels, moins de disponibilité et d'attention,

plus d'insécurité matérielle et affective pour chaque enfant. La déqualification croissante d'emplois de la petite enfance, très majoritairement occupés par des femmes, apporterait un démenti cinglant aux politiques de promotion professionnelle des femmes que prétendent promouvoir les autorités. Ce nouveau décret n'est pas un simple faux pas, d'autres décisions illustrent une politique à marche forcée vers moins de qualité : demain, des structures d'accueil collectif dénommées maisons d'assistantes maternelles pourraient déroger à toute norme de fonctionnement ; demain encore, les modes d'accueil collectif risquent d'être inclus dans le champ de la directive « services » du Parlement européen, et dès lors soumis aux règles de la concurrence qui partout se traduisent par moins de réglementation protectrice et moins de financements publics.

Selon plusieurs rapports, il manque à notre pays 300 000 à 400 000 places pour l'accueil des tout-petits. Le gouvernement a prévu d'en créer 200 000, dont la moitié chez les assistantes maternelles et l'autre en accueil collectif. À bien regarder les mesures prises, on n'accroît pas le nombre d'assistantes maternelles mais on augmente leur responsabilité en élargissant l'agrément à quatre enfants au lieu de trois, au moment où leur formation initiale risque de se voir sacrifiée ; quant aux crèches, 76 000 places sont prévues, dont 36 000 nouvelles. On ne peut que se féliciter de l'intention, mais

s'inquiéter de la façon : 40 000 places seraient magiquement obtenues en organisant un *surbooking* des structures, avec des inscrits en surnombre — une crèche prévue pour soixante enfants pourrait ainsi en accueillir jusqu'à soixante-douze fréquemment. Ce que recouvre l'expression « grâce à l'amélioration du taux d'occupation des crèches », dénoncée par les professionnels. La CNAF n'a en conséquence prévu de financer que 30 000 places nouvelles entre 2009 et 2012, bien en deçà des annonces officielles.

Quant aux jardins d'éveil nouvellement promus pour accueillir les enfants de 2 à 3 ans, 8 000 places sont évoquées par le ministère alors même que 70 000 places dans cette tranche d'âge ont été perdues en école maternelle depuis dix ans. Les enseignants de maternelle ont réclamé l'arrêt des suppressions massives de postes et les moyens humains, matériels et en formation, pour pouvoir accueillir ces enfants dans des conditions adaptées à cet âge d'entrée à l'école. Les jardins d'éveil ne bénéficieront pas d'un meilleur traitement puisque le taux d'encadrement prévu — un adulte pour douze enfants — est moins favorable qu'en crèche au même âge — un adulte pour huit enfants.

Beaucoup de leurres sur la quantité, beaucoup de pleurs pour la qualité ! Il est grand temps de mettre autour d'une table tous les acteurs de la petite enfance. Tous les spécialistes signalent l'urgence de former au moins 10 000 professionnels qualifiés de

plus d'insécurité matérielle et affective pour chaque enfant. La déqualification croissante d'emplois de la petite enfance, très majoritairement occupés par des femmes, apporterait un démenti cinglant aux politiques de promotion professionnelle des femmes que prétendent promouvoir les autorités. Ce nouveau décret n'est pas un simple faux pas, d'autres décisions illustrent une politique à marche forcée vers moins de qualité : demain, des structures d'accueil collectif dénommées maisons d'assistantes maternelles pourraient déroger à toute norme de fonctionnement ; demain encore, les modes d'accueil collectif risquent d'être inclus dans le champ de la directive « services » du Parlement européen, et dès lors soumis aux règles de la concurrence qui partout se traduisent par moins de réglementation protectrice et moins de financements publics.

Selon plusieurs rapports, il manque à notre pays 300 000 à 400 000 places pour l'accueil des tout-petits. Le gouvernement a prévu d'en créer 200 000, dont la moitié chez les assistantes maternelles et l'autre en accueil collectif. À bien regarder les mesures prises, on n'accroît pas le nombre d'assistantes maternelles mais on augmente leur responsabilité en élargissant l'agrément à quatre enfants au lieu de trois, au moment où leur formation initiale risque de se voir sacrifiée ; quant aux crèches, 76 000 places sont prévues, dont 36 000 nouvelles. On ne peut que se féliciter de l'intention, mais

s'inquiéter de la façon : 40 000 places seraient magiquement obtenues en organisant un *surbooking* des structures, avec des inscrits en surnombre — une crèche prévue pour soixante enfants pourrait ainsi en accueillir jusqu'à soixante-douze fréquemment. Ce que recouvre l'expression « grâce à l'amélioration du taux d'occupation des crèches », dénoncée par les professionnels. La CNAF n'a en conséquence prévu de financer que 30 000 places nouvelles entre 2009 et 2012, bien en deçà des annonces officielles.

Quant aux jardins d'éveil nouvellement promus pour accueillir les enfants de 2 à 3 ans, 8 000 places sont évoquées par le ministère alors même que 70 000 places dans cette tranche d'âge ont été perdues en école maternelle depuis dix ans. Les enseignants de maternelle ont réclamé l'arrêt des suppressions massives de postes et les moyens humains, matériels et en formation, pour pouvoir accueillir ces enfants dans des conditions adaptées à cet âge d'entrée à l'école. Les jardins d'éveil ne bénéficieront pas d'un meilleur traitement puisque le taux d'encadrement prévu — un adulte pour douze enfants — est moins favorable qu'en crèche au même âge — un adulte pour huit enfants.

Beaucoup de leurres sur la quantité, beaucoup de pleurs pour la qualité ! Il est grand temps de mettre autour d'une table tous les acteurs de la petite enfance. Tous les spécialistes signalent l'urgence de former au moins 10 000 professionnels qualifiés de


la petite enfance chaque année, au lieu des 3000 prévus par le plan métiers du gouvernement.

Une société qui considère ses bébés, citoyens du futur, ne peut leur réserver, en guise de bienvenue, des modes d'accueil *low cost* pour commencer dans l'existence.

La colère de la petite enfance, intelligente et déterminée, réclame une remise à plat de tous les projets d'accueil des jeunes enfants. La mobilisation des parents et des professionnels ne posera pas bagage à la consigne, elle a pris ses billets pour un plan d'urgence qui voyage loin et grand pour les petits.

Jean Epstein

Accueillir

 Montréal, lors de mon premier voyage au Québec, à peine entré dans le bureau de la ministre de la Famille (M^{me} Pauline Marois), mon regard a été attiré par un parchemin accroché au mur sur lequel était inscrit : « Il coûte moins cher d'aider un enfant et une famille à se construire plutôt que d'attendre qu'ils dysfonctionnent pour les soigner ! »

Alors que je m'émerveillais devant cette phrase en la qualifiant de profondément humaniste, Pauline Marois m'a *illico* rétorqué : « Nous ne sommes pas des humanistes, nous sommes des gestionnaires ! Ce texte est la conclusion d'une étude commandée à des analystes financiers pour évaluer aussi précisément que possible à combien revenait à notre pays le fait de différer les budgets en se contentant de les attribuer, plus tard, à chaud, aux situations difficiles, au


la petite enfance chaque année, au lieu des 3000 prévus par le plan métiers du gouvernement.

Une société qui considère ses bébés, citoyens du futur, ne peut leur réserver, en guise de bienvenue, des modes d'accueil *low cost* pour commencer dans l'existence.

La colère de la petite enfance, intelligente et déterminée, réclame une remise à plat de tous les projets d'accueil des jeunes enfants. La mobilisation des parents et des professionnels ne posera pas bagage à la consigne, elle a pris ses billets pour un plan d'urgence qui voyage loin et grand pour les petits.

Jean Epstein

Accueillir

 Montréal, lors de mon premier voyage au Québec, à peine entré dans le bureau de la ministre de la Famille (M^{me} Pauline Marois), mon regard a été attiré par un parchemin accroché au mur sur lequel était inscrit : « Il coûte moins cher d'aider un enfant et une famille à se construire plutôt que d'attendre qu'ils dysfonctionnent pour les soigner ! »

Alors que je m'émerveillais devant cette phrase en la qualifiant de profondément humaniste, Pauline Marois m'a *illico* rétorqué : « Nous ne sommes pas des humanistes, nous sommes des gestionnaires ! Ce texte est la conclusion d'une étude commandée à des analystes financiers pour évaluer aussi précisément que possible à combien revenait à notre pays le fait de différer les budgets en se contentant de les attribuer, plus tard, à chaud, aux situations difficiles, au